

Les bureaux de poste du canton Marchand

par Claude Martel

Collaboration à la recherche de Ferdinand Bélanger



Illustration 1 : Paysage typique du canton de Marchand, ici, une vue de la partie nord du lac Lacoste [Source : YouTube, Herbert Ratsch]

Au pays du curé Labelle

Rendons-nous dans les Laurentides, plus précisément dans la MRC d'Antoine-Labelle et sur le territoire couvert par une partie de la « nouvelle » ville de Rivière-Rouge et la municipalité de La Macaza.

La vallée de la rivière Rouge, tout comme celle de La Lièvre, a inspiré le curé de Saint-Jérôme, Antoine Labelle, dans son rêve de coloniser les « cantons du Nord ». Mentionnons ici qu'au nord-ouest du massif du Mont-Tremblant, le relief est moins accidenté et les vallées sont constituées de plusieurs plaines « cultivables » selon les critères qu'en faisaient les apôtres de la colonisation du Nord.

Jadis occupée par la nation algonquienne des Weskarinis, la vallée de la Rouge devient vers 1835 une contrée où s'amorcent les premiers chantiers forestiers. Au milieu du XIX^e siècle, la puissante compagnie for-

estière *Hamilton Brothers* établit son monopole dans le bassin de la rivière Rouge qui regorge alors de grands pins blancs et rouges. Au cours des années 1860, elle met en place une série de fermes forestières qui permettent d'alimenter les différents chantiers répartis dans ce grand bassin forestier. C'est à partir de ces fermes que vont naître bon nombre de villages. Ici, la ferme du Milieu s'implante au cœur du futur canton de Marchand et donnera lieu, quelques décennies plus tard, aux fondements du village de L'Annonciation.

La colonisation des cantons du Nord s'effectue difficilement. Arrivé en poste en 1868, le curé de Saint-Jérôme prend sur lui d'appuyer ce mouvement, conscient qu'il faut coloniser pour combattre le mouvement d'émigration vers les États-Unis. Il parvient à rallier à sa cause bon nombre de politiciens influents, des membres du clergé et des gens d'affaires. Pour parvenir à ses fins, il réclame la construction du che-

min de fer entre Montréal et les Laurentides. Un premier tronçon est réalisé en 1876 jusqu'à Saint-Jérôme. La bataille sera longue pour que les rails gravissent les « montagnes » du Nord, la patience des colons sera mise à l'épreuve.

En septembre 1878, le curé Labelle plante une croix près de la ferme du Milieu afin de marquer le site de la future église qu'il compte implanter dans ce coin de pays où aucun colon n'est encore établi. Mais le processus de colonisation ne tarde pas. Le curé Labelle convainc les pères jésuites de s'implanter dans la région. Le 27 novembre 1879, le révérend père Resther écrit à son supérieur général : « Le Nord, mon Père, voilà notre avenir, et dans quelques années votre château fort ». Les jésuites vont accepter de devenir les maîtres d'œuvre de la colonisation du nord dans le but principal de « sauver les âmes en favorisant une colonisation catholique ». Dès 1880, les jésuites ouvrent un prieuré au lac Nominigüe, un lieu que l'on envisage comme la future capitale du Nord.

En 1880, alors que l'arpenteur Crawford s'affaire à explorer le canton de Marchand, un premier colon, Émery Chartrand, originaire de Saint-Vincent-de-Paul (Laval), achète une part de la ferme du Milieu et vient s'y établir, et ce, malgré l'absence de chemin conduisant au canton de Marchand. Il est suivi d'autres familles, si bien qu'à la fin de l'année 1880, six familles forment le premier noyau d'habitants du futur village de L'Annonciation.

L'année suivante, débute la mission de L'Annonciation qui est alors desservie par le curé de la Chute-aux-Irquois (Labelle). En 1882, on procède à l'ouverture des registres paroissiaux; la maison de la ferme du Milieu sert de chapelle temporaire qui est maintenant desservie par le père Marcel Martineau, un jésuite de Nominigüe qui vient y chanter la messe une fois par mois.

Le canton prend le nom de Marchand en l'honneur de Félix-Gabriel Marchand (Illustration 3). Ce dernier était député libéral de Saint-Jean de 1867 à 1900. Notaire, journaliste, officier de milice, il devient secrétaire de la province de Québec (1878-1879), puis brièvement commissaire des terres de la couronne (1879); on peut donc en conclure que le nom du canton lui est attribué dans ce contexte. Sa carrière politique sera par la suite florissante, occupant le siège d'orateur (1887-1892), de chef de l'opposition (1892-1897) et de premier ministre du Québec (1897-1900), poste qu'il occupe jusqu'à son décès, survenu le 25 septembre 1900.

Foresterie et colonisation ne faisant pas toujours bon ménage, ce n'est possiblement pas un hasard si en 1883, la *Hamilton Brothers* vend ses installations et ses droits du canton de Marchand à l'entrepreneur Baptist de Trois-Rivières. Malgré l'état déplorable des semblants de chemins, un contingent de 27 voitures de colons est en partance de Sainte-Agathe.



Illustration 2 : Scène de défrichement dans les Laurentides [Source : *L'Opinion publique*, 18 décembre 1879, p. 60]



Illustration 3 : Félix-Gabriel Marchand (1832-1900)
[Source : Glanures historiques québécoises]

La petite communauté de L'Annonciation est formée de 34 familles (238 habitants) en 1884, elle était donc mature pour ériger une première chapelle. On confie la responsabilité de construire la chapelle à Joseph Demers. C'était un petit édifice modeste, construit de planches brutes, pouvant contenir 300 âmes. Les bancs de la chapelle étaient de simples madriers posés sur des bûches. Faute de revenu, elle n'est complétée qu'en 1887. La chapelle formant l'embryon d'un village, on vit rapidement des commerçants s'y greffer. D'ailleurs on y trouve déjà deux magasins, deux tavernes, un moulin à scie et six à huit maisons. Dans la foulée entourant la construction de la chapelle, les habitants requièrent l'ouverture d'un bureau de poste. Le 28 mai 1884, l'assistant maître général des Postes, A. Bolduc, présente un rapport favorable à l'ouverture d'un bureau de poste, soulignant l'appui du député d'Ottawa, Alonzo Wright, ainsi que les efforts du curé Labelle et de la Société de colonisation des diocèses de Montréal et d'Ottawa dans le peuplement du canton. Le premier bureau de poste du canton ouvre le 1^{er} janvier 1885 au village de L'Annonciation, plus précisément au magasin général de Joseph Demers. Pour « confirmer » la

naissance de notre petite communauté, forte de 292 habitants, le canton de Marchand est érigé en municipalité le 9 décembre 1886.

En 1888, le premier ministre Honoré Mercier nomme le curé Labelle (Illustration 4) au poste de sous-ministre de la Colonisation, ce qui contribue à donner un grand espoir aux colons de la région. Labelle s'attaque aussitôt aux compagnies forestières qui monopolisent les bonnes terres qui pourraient servir à la colonisation. Malgré l'ajout de quelques dizaines de familles dans le canton, Labelle ne parvient pas complètement à briser ce monopole. En conflit avec son évêque, Mgr Fabre, qui empêche le curé Labelle d'obtenir un diocèse pour le nord de Montréal, le curé Labelle se voit quelque peu démotivé. Sa mort, survenue le 4 janvier 1891, provoque une onde de choc!

Les Jésuites délaissent la région, n'y trouvant pas leur compte. L'ordre des Chanoines Réguliers de l'Immaculée-Conception vient prendre la relève en



Illustration 4 : Mgr Antoine Labelle (1833-1891) vers 1870, curé de Saint-Jérôme (1868-1891) et sous-ministre de la Colonisation (1888-1891) [Source : Fonds L'Action Catholique, BAnQ]

À compter de 1906, Napoléon Pagé exerce la fonction d'agent des terres. Il reçoit encore de nombreuses demandes mais à compter de 1920 les bonnes terres sont devenues rares, si bien que la colonisation du canton de Marchand arrive à terme.

cial *Lovell's* de 1910 fait état de 15 magasins, 4 hôtels, 6 moulins, 2 manufactures de portes et fenêtres. Outre le bureau de poste et l'église, on compte un couvent, des artisans, un médecin et un notaire. Bref, une communauté autonome et bien organisée. C'est d'ailleurs au début du XX^e siècle que le service postal va davantage se déployer sur le territoire du canton de Marchand. Voyons plus en détail l'historique de chacun des dix bureaux de poste qui ont existé sur ce territoire.

Au début de l'année 1884, le propriétaire du moulin à scie, Joseph Paquette, ainsi que le marchand général Napoléon Denis vont initier une requête au ministère des Postes afin que soit établi un bureau de poste dans le nouveau village de L'Annonciation. La requête est signée par d'autres personnes influentes du canton de Marchand. L'opinion favorable du maître de poste de la Chute aux Iroquois (Labelle), Charles E. Rapps, va inciter le sous-ministre des Postes, A. Bolduc, à recom-



mander l'ouverture d'un bureau de poste dans son rapport du 28 mai 1884. Le document prend soin de souligner que le territoire ne compte qu'un peu moins de cinquante familles (dans les faits 34, soit 238 habitants), que les revenus estimés du futur bureau de poste ne devraient guère dépasser 18\$ à 20\$ par année et que les frais de transport s'élèveraient à environ 75\$ par année. Toutefois, les efforts déployés par le curé Labelle et la Société de colonisation permettaient de croire que le canton de Marchand était pour connaître prochainement un essor démographique significatif.

Le rapport de Bolduc suggère l'embauche de Joseph Demers à titre de maitre de poste, ce dernier pouvant être considéré comme un notable du lieu. Chef de file dans la construction de la chapelle, il détient sûrement la confiance de ses concitoyens; il figurera d'ailleurs comme juge de paix et marchand au village. Le bureau de poste de L'Annonciation débute ses activités le 1^{er} janvier 1885. La population augmente, elle atteint 43 familles en fin d'année et franchira le cap des 50 familles en 1886. L'inspecteur Bolduc avait vu juste.

C'est également au maitre de poste, Joseph Demers, que le ministère confie la responsabilité du transport du courrier entre le bureau de poste de la Chute aux Iroquois (Labelle) et L'Annonciation. Le « contrat de malle » mentionne que Demers doit parcourir une fois par semaine la distance de 15 milles (30 à l'aller-retour) pour aller chercher le courrier à Labelle et le ramener au bureau de poste. L'état de la route était encore très primaire, si bien que le maitre de poste n'avait pas toujours la tâche facile. Le livre écrit par l'historien Richard Lagrange mentionne que « la voiture qui portait la malle à la Chute aux Iroquois une fois par semaine y restait engloutie; alors il fallait aller la chercher à cheval, et si le cheval lui-même ne réussissait point à passer, on restait privé de la malle. Cela durait jusqu'à dix ou douze jours de suite, suivant le temps et les saisons ». Ou quand ce n'est pas le pont qui est emporté par les glaces du printemps comme cela s'est passé en 1885. Des conditions de travail qui justifiaient bien son salaire annuel de 75,00\$ en tant que « postillon de la reine ». À titre de maitre de poste, Joseph reçoit un mince salaire de 2.50\$ en 1887, mais celui-ci grimpe à 10\$ l'année suivante.

Comme on le voit, la fréquence de livraison du courrier était uniquement d'une fois la semaine. Encore là, les annales locales racontent que le courrier était

souvent irrégulier, et parfois, lettres et journaux ne parvenaient que de trois semaines en trois semaines. Notre maitre de poste semble entreprenant. Les premiers touristes affluent dans le secteur, attiré par les nombreux plans d'eau poissonneux du canton. Si bien que Demers se met à fournir des chaloupes et des provisions aux touristes, il voit même à organiser des expéditions de pêche et sert même de guide à l'occasion. L'arrivée du chemin de fer à Labelle, en 1893, contribue à l'amélioration du transport du courrier, au développement du tourisme et favorise, de nouveau, la colonisation du territoire.

L'ouverture de nouveaux bureaux de poste dans le voisinage va faire de L'Annonciation une petite plaque tournante du courrier. Dès 1888, un contrat de malle est octroyé à V. Martineau pour le transport du courrier entre L'Annonciation et Nominigüe à raison d'une fois semaine, puis deux (1896) et trois (1900) fois la semaine. Il en est de même avec l'ouverture du bureau de Sainte-Véronique en 1898, où M. Mercier, puis P. Chalut et M. Cochet assureront le transport du courrier. Pour sa part, le bureau de poste de L'Ascension ouvre en 1900 et fera également l'objet d'un contrat de malle entre ce village et L'Annonciation.

Pour une raison que l'on ignore, Joseph Demers remet sa démission comme maitre de poste le 24 janvier 1894. Le contrat de malle est attribué à un dénommé P. Gauthier à compter du 1^{er} mars 1894, mais aucun maitre de poste ne figure dans les fiches historiques du ministère des Postes en guise de remplaçant. À compter du 30 septembre 1894, la fréquence du courrier passe à deux cueillettes par semaine.

À compter du 25 janvier 1897, c'est le maire du canton, Horace Chartier qui prend la charge de maitre de poste. Établi au village, Chartier exploite une fabrique de tinettes à beurre. Le contrat de malle passe aux mains de « Longpré et Dumoulin » le 1^{er} janvier 1898 qui ne le conserve que neuf mois, laissant le tout à un nommé Uldéric Dauphin qui effectue maintenant trois cueillettes par semaine. Dès 1900, le bureau de poste acquiert le statut de « bureau comptable ». Évidemment, les revenus annuels sont croissants, franchissant les 300\$, en 1900, puis les 400\$, en 1901, si bien que le salaire annuel du maitre de poste ira aussi en augmentant, s'élevant à 100\$ par année, en 1900, il se situe à 140\$, en 1902, à 385\$ en 1906, puis à 509\$ en 1909.



Illustration 6 : Arrivée du train en 1905, on aperçoit derrière le quai, la diligence de l'hôtelier Eugène Danis [Source : Collection Richard Lagrange]

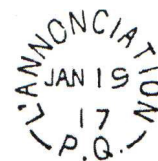
L'arrivée du train en 1904 apporte un second souffle à l'économie locale, et permet de passer la livraison du courrier à six cueillettes par semaine, soit tous les jours, sauf le dimanche. Le contrat de malle s'effectue maintenant sur une courte distance de trois quarts de mille, entre la gare de L'Annonciation et le bureau de poste. Cette nouvelle mesure, en vigueur le 1^{er} septembre 1904, apporte des changements importants au contrat de malle qui est dorénavant confié à Eugène Danis, lequel est également propriétaire de l'Hôtel du Nord et de la *Danis Telephone System* (Illustration 6).

En avril 1905, Horace Chartier quitte son poste et est remplacé par madame St-Pierre qui commence ses activités le 10 mai 1905 (Illustration 7). Le prénom de madame St-Pierre paraît être un mystère. Au recensement de 1911, elle figure sous le nom de Dame St-Pierre, alors que la fiche du ministère mentionne O. St-Pierre et que le bottin *Lovell's* fait état de H. St-Pierre. Pour sa part, le livre de Lagrange relate seulement D. St-Pierre. Un article de *L'Avenir du Nord* du 22 juin 1906 fait état d'une pièce de théâtre où figure, parmi les comédiennes H. et Y. St-Pierre; peut-on s'imaginer que Dame St-Pierre s'appelait H., pour Henriette, Hortense, etc., ou bien était-ce le prénom de son défunt mari. Établie au village après 1901, elle figure au recensement de 1911 où elle vit seule avec sa fille Yvonne âgée de 15 ans, et figure comme maitre de poste. Le bottin *Lovell's* la présente également comme couturière. C'est le recensement de 1921

qui fournit une réponse : Olida St Pierre, 46 ans, habite la rue Principale et exerce le métier de maitresse de poste, elle vit avec une employée appelée May Lacroix.

Le village prend toujours de l'expansion, si bien qu'en 1908 il devient une municipalité distincte du canton de Marchand. Dès 1908, la fréquence d'arrivée du courrier par le train passe à 12 cueillettes par semaine, soit deux par jours, elle grimpe même à 18 par semaines en 1913 pour revenir à 12 en 1915, puis à 6 en 1917. Madame St-Pierre démissionne de son poste le 29 septembre 1921. Encore une fois, il faudra attendre 18 mois afin qu'un successeur soit nommé.

Le 18 mars 1923, Côme Robidoux devient le nouveau maitre de poste de L'Annonciation d'abord à titre provisoire, puis à titre permanent à compter du 12 juillet 1923. Commerçant établi sur la rue Principale, il est un homme bien impliqué au sein du village; on le retrouve comme conseiller municipal et à la fondation de la caisse populaire. Dans son livre, l'historien Richard Lagrange cite le témoignage d'un doyen, M. Léon Fortin, âgé de 71 ans lors d'une entrevue en 1985, « ... ce qui était formidable c'était le service postal par le train du samedi soir. C'était le rendez-vous, le quai de la gare se remplissait de monde. Un préposé amenait les sacs de malle au bureau de poste. Fait que là, monsieur Robidoux fermait le bureau de poste tant qu'y avait pas fini le dépouillement de la malle, après ça, il rouvrait le



*Illustration 8 : Épreuve de la marque postale du bureau de poste de L'Annonciation datée du 19 janvier 1917 [Source : J. Paul Hugues, *Proof Strikes of Canada*, Vol. 3 : *Split Circle Proof Strikes of Quebec*, Robert A. Lee Philatelist Ltd., 1989, p. 47]*

Illustration 7 : Le bureau de poste tenait lieu dans la maison de madame St-Pierre [Source : Collection Richard Lagrange]

bureau de poste, pis il donnait la malle tant qu'il y avait quelqu'un là, même chose après la messe de 10 heures le dimanche matin ». Après 24 ans comme maître de poste, il tire sa révérence le 20 janvier 1947.

La crise économique des années 1930, puis la Seconde Guerre mondiale vont modifier passablement la vie économique du canton; d'abord, l'activité agricole s'écroule au lendemain de la guerre, l'économie régionale se tourne vers l'industrie forestière et la villégiature. L'arrivée de l'Hôpital des Laurentides, dans les années 1960 contribue à faire du village de L'Annonciation ou sous centre régional.

Le 19 juin 1947, J. Lucien Marois chausse les souliers de maître de poste. Il conserve ce titre jusqu'à sa mort, survenue le 7 octobre 1961. Madame Adrienne Brisebois lui succède. Elle est remplacée brièvement par Monique Arvisais en 1973, puis par Jean-Claude Demers qui est muté à un autre endroit en novembre 1977. À compter du 8 novembre 1977, mademoiselle Pauline Perrault prend charge du bureau de poste et sera remplacée par l'actuel maître de poste, Mélanie Paradis, le 21 novembre 2005.

Le 18 décembre 2002, les municipalités de L'Annonciation, Marchand, La Macaza et Sainte-Véronique s'unissaient pour former la nouvelle ville de Rivière-Rouge. C'est dans ce contexte que le nom du bureau de poste de L'Annonciation est changé en faveur de Rivière-Rouge.

La Macaza

Au sud-est du canton de Marchand se trouve la rivière Macaza qui reçoit les eaux des ruisseaux Chaud et Froid. C'est à ce confluent que prend naissance la mission de La Macaza en 1896. Ce toponyme d'ascendance algonquienne serait, selon Isidore Martin, le fidèle compagnon de voyage du curé Labelle, un dérivé de « Maaksse » qui signifie la rencontre des trois cours d'eau.

La colonisation de ce coin de pays s'était amorcée dix ans plus tôt lorsque Léon Ouellette quitte Saint-Hermas (Mirabel) pour les nouvelles terres de la rivière Macaza. Il est suivi par Philias Charbonneau, qui érige un moulin à scie en 1894-95. En 1897, on y construit une école, puis s'ajoute un hôtel. La petite communauté formée de 45 familles était prête pour l'obtention d'un bureau de poste. D'ailleurs, le 8 juillet 1896, l'inspecteur des Postes soumet un rapport favorable à l'ouverture d'un bureau de poste. Il évalue les revenus potentiels du bureau entre 10\$ et 20\$ par année, mais des frais de transport de 50\$ par année pour acheminer le courrier depuis la gare de Labelle. L'inspecteur recommande également l'embauche de Philias Charbonneau à titre de maître de poste et l'installation du bureau chez lui, sur le lot 6 du rang Nord de la Rivière Macaza, c'est-à-dire au moulin à scie de Charbonneau.

Le bureau de poste de La Macaza ouvre le 1^{er} septembre 1897. Le contrat de malle est également attribué à Philias Charbonneau, qui, une fois la semaine, doit

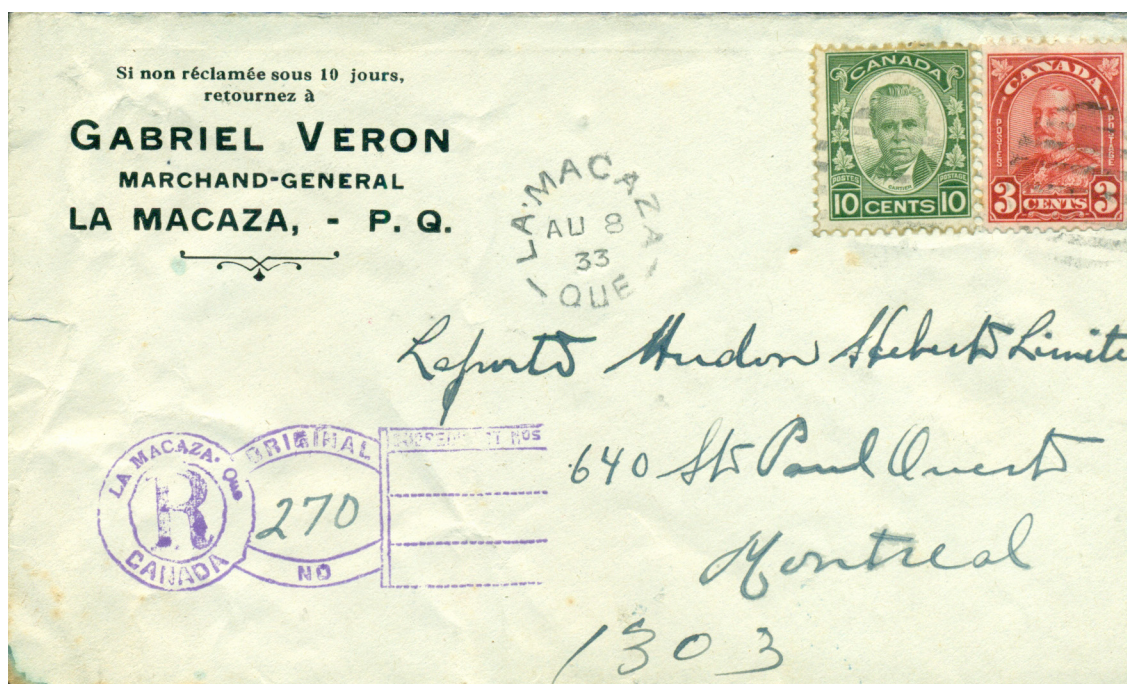


Illustration 9 : Enveloppe du marchand général Gabriel Veron sur laquelle figure la marque postale du bureau de poste de La Macaza datée du 8 août 1933 ainsi qu'une marque de courrier recommandé [Source : Collection Luc Legault]

parcourir les neuf milles (soit 18 milles aller-retour) entre la gare de Labelle et La Macaza. Un salaire de 50\$ par année lui est versé pour ce transport. Au cours de l'année, on fonde une commission scolaire distincte pour La Macaza, signe que la petite communauté prend forme. Philias Charbonneau remet sa démission le 16 mars 1899 et quitte la mission après avoir vendu sa propriété à Léon Ouellette.

Le 12 mai 1899, le cultivateur Joseph Lapointe (lot 6 rang Sud Rivière Macaza) prend en main la gestion du bureau de poste ainsi que le contrat de malle (transport) entre Labelle et La Macaza, le tout aux mêmes conditions. Le salaire annuel du maitre de poste de La Macaza est alors de 12\$ par année. L'arrivée du chemin de fer fait en sorte qu'à compter du 1^{er} septembre 1904, le train laisse le courrier à la gare de La Macaza trois fois par semaine. C'est le cultivateur Adolphe Lapointe qui s'occupe du transport sur les 2 ¾ milles qui séparent la gare du village. La gare de l'époque est située au lieu-dit Daoust; ce n'est qu'en 1922 qu'une nouvelle gare sera érigée plus près du village (1,5 mille).

Depuis la fin de l'année 1903, les paroissiens de La Macaza bénéficient d'une église, si bien qu'en 1904, s'ouvrent les registres de la nouvelle paroisse qui prend

le nom de Notre-Dame-du-Divin-Pasteur. Le 2 mai 1905, Joseph Lapointe remet sa démission comme maitre de poste après avoir vendu sa terre à l'entreprise forestière George H. Perley. Il est remplacé le 15 juin suivant par Laurent Veron à qui l'on verse un salaire annuel de 30\$. À l'été 1908, le contrat de malle passe aux mains de Victor Legault, puis au cultivateur Auguste Gillet, à compter du 1^{er} septembre.

En 1908, la jeune communauté catholique appréhende avec certaines inquiétudes l'arrivée d'une petite colonie juive près du lac Macaza; celle-ci déclinera après une présence de deux décennies. Toutefois, une communauté polonaise vient s'établir à La Macaza. Étant de religion catholique, elle parvient à mieux s'intégrer au sein des institutions locales; d'ailleurs des prêtres polonais venaient à La Macaza pour célébrer les fêtes de Noël et la Pâques.

Le 24 mars 1909, Laurent Veron quitte son poste et déménage à L'Annonciation. Dès le 2 mai, c'est son fils, Gabriel Veron, qui prend la direction du bureau du poste, installé à même son magasin général (Illustration 9). L'année suivante, la fréquence du courrier passe à six cueillettes par semaine, soit tous les jours sauf le dimanche. Décrété comme « bureau comptable » en 1909, le salaire du maitre de



Illustration 10 : Le village de La Macaza en 2013 [Source : Wikipédia]

poste augmente à 81\$ par année notamment en raison de la nouvelle fréquence du courrier. Au recensement de 1911, Gabriel est veuf et vit seul avec sa fille Marie, âgée de 5 ans. À compter du 1^{er} juillet 1912, c'est son voisin, le cultivateur Justin Rapatel qui obtiendra le contrat de malle, moyennant un salaire de 180\$ par année. On raconte qu'après la messe du dimanche, il avait l'habitude de distribuer le courrier « à la criée »; c'était une époque où tout le monde de la paroisse se connaissait par leurs « petits noms »!

En 1930, la petite communauté de La Macaza se détache du canton de Marchand afin de former la Municipalité de La Macaza (Illustration 10). Le marchand Veron conserve son poste pendant 43 ans, il remet sa démission le 2 septembre 1952. Trois jours plus tard, Réjean Loyer le remplace; il obtient sa nomination officielle le 4 février 1953 et demeure en poste pendant trois décennies.

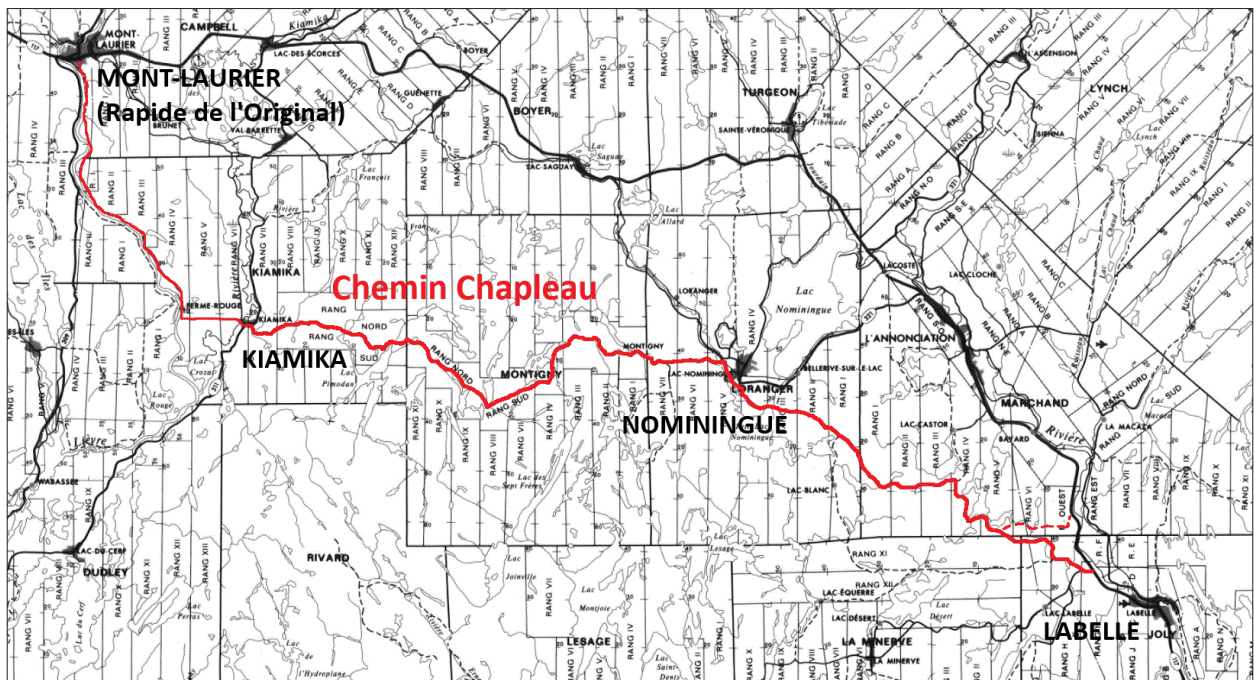


Illustration 11 : Carte indiquant la localisation du chemin Chapleau (en rouge); on peut comparer avec le tracé de l'actuelle route 117 (en noir foncé) [Source : Claude Martel, août 2020]

Chemin Chapleau

Afin de favoriser la colonisation des belles terres du côté de Nominigüe et de la vallée de la rivière du Lièvre, le curé Labelle va faire construire un chemin de colonisation entre la Chute-aux-Iroquois (Labelle), Nominigüe, Kiamika et le Rapide-de-l'Orignal (Mont-Laurier). Long de 89 kilomètres, le chemin Chapleau (Illustration 11) formait le « grand boulevard » des Laurentides, et la colonne vertébrale du mouvement de colonisation des cantons du Nord. C'était bien avant la mise en œuvre de la « vieille route 11 », qui plus tard va devenir la route 117 et une branche de la route Transcanadienne.

Le chemin porte le nom d'un grand collaborateur du curé Labelle, soit Adolphe Chapleau (1840-1898) (Illustration 12), qui fut, entre autres député provincial de Terrebonne (1867-1882), premier ministre du Québec (1879-1882), député fédéral de Terrebonne (1882-1892), et lieutenant-gouverneur du Québec (1892-1898).

La construction du chemin avait été réalisée sous la surveillance d'un pionnier de L'Annonciation, Dosithée Boileau, entre 1882 et 1884. Si le tracé du chemin avait le mérite d'être le tracé le plus court entre la Rouge et la Lièvre, en retour, il franchit une zone très accidentée et sans potentiel agricole, hormis le petit bassin entourant Nominigüe. Il en résulte donc un chemin qui traverse un milieu isolé, en pleine forêt, quasi inhabité, et dont l'état était souvent très mauvais, notamment au printemps. Les nombreuses pentes sur fond rocheux n'aidaient en rien au transport. D'ailleurs, le prix des denrées « au Nord » était



Illustration 12 : Sir Joseph Chapleau en 1884 (1840-1898) [Source : BAC, Photo Topley Studio]

bien souvent « le double » de celui de Saint-Jérôme, en raison des coûts associés aux transports.

Il s'avère donc très étonnant de trouver un bureau de poste sur le long du chemin Chapleau. Les recherches n'ont jusqu'à ce jour permis de trouver aucun document permettant de retracer une requête ou un rap-



Illustration 13 : Ce qui reste du chemin Chapleau, au sud du lac aux Bois-Francis, tout près de l'ancien bureau de poste [Source : Claude Martel, 21 août 2020]

port justifiant l'ouverture d'un bureau de poste le long du chemin, plus précisément dans le canton de Marchand. Néanmoins, nous savons que le ministère des Postes autorise l'ouverture du bureau de poste nommé « Chemin Chapleau » le 1^{er} juin 1903.

La tâche de maître de poste est confiée au cultivateur Alfred Nantel qui établit le bureau chez lui, au lot 12 du rang 3, soit plus précisément au sud du lac aux Bois-Francis. Ce qui demeure un mystère pour nous, pourquoi avoir choisi ce site? La ferme de Nantel est plutôt isolée; au sud, on retrouve le vaste domaine de l'honorable juge Alexandre Lacoste, dont la ferme est située à 3,3 km au sud du lac Lacoste (appelée lac St-Jacques à cette époque). Au nord, un groupe de colons se trouve au nord du lac Castor, soit à 4 km de là. Rien ne semble justifier l'ouverture d'un bureau de poste à cet endroit.

Âgé de 30 ans, le maître de poste est originaire de La-belle et s'est installé sur le chemin Chapleau probablement après son mariage avec Dorina Briard, en 1892. Il obtient en 1882, alors qu'il n'a que 11 ans, un billet de location pour les 189 acres de terre formées par les lots 11 et 12 du rang 3. Il parvient à défricher une partie de sa terre en bordure du chemin, où il établit sa ferme.

Le bureau de poste parvient à générer un revenu annuel de 5\$, mais le maître de poste n'en retire qu'un salaire de 83 cents. D'ailleurs, on ne retrouve aucun contrat de malle dans les annales; Nantel allait-il chercher le courrier à La-belle à ses frais? Quoi qu'il en soit, il remet sa démission le 24 novembre 1903. Les archives postales ne mentionnent

aucun successeur, avant de confirmer la fermeture de l'éphémère bureau de poste, le 31 août 1904. On observe qu'Alfred Nantel quitte sa terre, car celle-ci sera octroyée par lettre patente en 1906 à Amable Quesnel. Ne cherchez plus l'endroit, la forêt a repris ses droits; d'ailleurs à cette hauteur le chemin est devenu qu'un petit sentier.

Scierie Italienne / Villani

Vers 1896, un industriel italien, Andréa Villani, vient s'établir le long de rivière Rouge, dans un secteur de rapides. Il y exploite un moulin à scie et une chaufferie qui servait à faire sécher le bois. Sa main-d'œuvre se compose alors d'une vingtaine d'hommes recrutés au sein de la communauté italienne de Montréal. L'entreprise est prospère, car le moulin roule jour et nuit.

Villani se procure plusieurs terres dans le rang sud-ouest de la Rivière Rouge, notamment entre les lots 15 et 25. Il défriche ses terres à grand rythme afin d'approvisionner son moulin, mais également parce qu'il projette une grande entreprise de magnanerie pour l'élevage du vers à soie. Il rêve donc d'ériger de grandes filatures de soie comme il a connu en Europe. C'est pourquoi, après avoir défriché intensément ses lots, il fit de grandes plantations de mûriers pour la culture du ver à soie.

Au recensement de 1901, on dénombre 74 Italiens dans le canton, vivant tous sur la ferme de Louis Forget, près du moulin de Villani. Ces 74 hommes, la plupart âgé dans la trentaine, et dont plusieurs sont mariés, vivent donc ici temporairement et une bonne partie semble

*Illustration 14 : La route nationale le long des rapides des Italiens
[Source : BAnQ]*



Illustration 15 : Épreuve de la marque postale du bureau de poste de Villani datée du 20 octobre 1904 [Source : J. Paul Hugues, Proof Strikes of Canada, Vol. 3 : Split Circle Proof Strikes of Quebec, Robert A. Lee Philatelist Ltd., 1989, p. 94]



s'attarder au défrichement des lots de Villani. Stratège, ce dernier incite quelques employés à demander l'octroi de terres. Mais la question du déboisement rapide des terres suscite déjà des discussions, et l'agent des terres, qui n'était pas dupe, va refuser d'octroyer ces terres.

La concentration d'Italiens dans ce secteur du canton fait en sorte que les gens vont définir cette zone comme celle des rapides des Italiens. En 1903, alors que le chantier du nouveau chemin de fer de la colonisation du Nord traverse les terres de Villani, ce dernier demande l'ouverture d'un bureau de poste afin de desservir son usine et la petite communauté environnante. Le bureau de poste ouvre le 1^{er} juin 1903 et semble établi dans la belle maison en brique de Villani, sur le lot 23. D'ailleurs, « André » Villani figure comme maître de poste, mais l'on peut supposer que le travail est effectué par son épouse, Florentine. Le transport du courrier est assumé par Uldéric Dauphin qui achemine déjà le courrier entre Labelle et L'Annonciation, à raison de trois cueillettes par semaine. Le bureau de poste prend le nom de Scierie Italienne.

Le 1^{er} septembre 1904 s'amorce le transport du courrier sur la nouvelle ligne de chemin de fer. Un arrêt est aménagé au nord du chemin du Rapide afin de laisser le courrier au moyen d'une happe-dépêches, mieux connu sous son terme anglais de « *catchpost* ». À par-

tir de ce moment, Villani s'occupe lui-même du transport du courrier sur moins d'un quart de mille, et ce, gratuitement. L'arrivée du train permet d'augmenter la fréquence du courrier à six cueillettes par semaine. Un mois plus tard, le bureau de poste change de nom pour celui de Villani, d'ailleurs, on désigne maintenant le secteur sous le toponyme de Villanville.

Mais notre entrepreneur italien n'avait sûrement pas évalué les rigueurs du climat québécois, particulièrement dans cette contrée des Laurentides, si bien qu'il parvient difficilement à adapter les techniques d'élevage du vers à soie. Quoi qu'il en soit, les affaires de Villani périclitent et il doit déclarer forfait. Il remet sa démission le 18 septembre 1905 ne pouvant plus tenir le bureau de poste, car il doit quitter sa résidence. L'entreprise de Villani passe sous le contrôle d'un curateur. La *Gazette officielle du Québec* du 30 septembre 1905 annonce la vente des biens par le shérif du comté d'Ottawa qui s'effectuera au bureau d'enregistrement, à Papineauville, le 2 novembre suivant. Les biens de Villani sont constitués de six terres formant 861 acres, trois maisons, granges, bâtisses, magasin, glacière, moulin à scie avec bouilloire et dynamo pour l'électricité, de grandes plantations de mûriers et un chemin « construit à grands frais », sur le lot 23, pour se rendre au lac de Michaudville, aujourd'hui désigné sous le nom de lac Marsan.



Illustration 16 : Mur de pierres, dernier vestige de l'ancien moulin Villani, à l'est de Bayard, sur le chemin de la Rivière, à Rivière-Rouge [Source : Claude Martel, 21 août 2020]

Monsieur Alfred Adam prend possession des biens de Villani en 1906 et semble poursuivre le projet de magnanerie. Le bureau de poste est confié à Georges Tardif à compter du 6 janvier 1906. Celui-ci détient également le contrat de malle pour une distance d'un demi mille du « *catchpost* ». Puisque la majorité de la main-d'œuvre italienne est retournée à Montréal, les activités du lieu vont être passablement réduites. Les revenus étant quelque peu inférieurs aux dépenses, le ministère des Postes ordonne la fermeture du bureau de poste en date du 11 juillet 1907. Le maître de poste Tardif quitte le canton peu après.

En 1908, des employés du chemin de fer vont involontairement provoquer un incendie dans d'énormes quantités de bois entassés autour du moulin; ce dernier est détruit, mettant fin aux activités du moulin. C'est la fin de Villanville! Seulement deux familles italiennes vont demeurer sur place, les Toppi et Monetta. Ne cherchez plus les plantations de mûriers, la forêt s'est de nouveau approprié le territoire. Il ne reste qu'un mur de pierre en bordure du chemin du Rapide, rappelant la présence de l'ancien moulin (Illustration 16).

Bayard

La fermeture du bureau de poste de Villanville crée un « vide » dans la mesure où les citoyens vivant au

sud-ouest du village doivent se rendre au bureau de poste de L'Annonciation, situé à 8 km de l'ancien bureau de Villani. Bien que l'on dénombre que 16 familles dans le secteur, tous des cultivateurs, le ministère des Postes autorise l'ouverture d'un nouveau bureau qui, cette fois, prend le nom de Bayard. À partir du 1^{er} janvier 1909, Ernest Laroche remplit la fonction de maître de poste et obtient un contrat de malle pour le transport du courrier d'une distance d'un demi-mille entre le « *catchpost* », maintenant identifié du nom de Bayard, et sa résidence où se trouve ledit bureau. On lui verse 50\$ pour le transport auquel s'ajoute son salaire annuel de 45\$. Exerçant le métier de cultivateur, il se fait sûrement aider de son épouse, Obéline. Comme bien d'autres colons établis sur ces terres de roches, il tire sa révérence, et soumet sa démission le 15 septembre 1911; la famille Laroche va s'établir à Saint-Jérôme.

Dès le 1^{er} janvier 1912, le nouveau maître de poste, Victorin Roy est à l'œuvre aux mêmes conditions que son prédécesseur. Lui et sa famille viennent tout juste de s'établir dans le rang; tout laisse croire qu'il a acheté la ferme de Laroche. Le bureau de poste se trouve précisément sur le lot 24B. Son épouse Florida Fortin voit en bonne partie aux clients. Malgré une augmentation de salaire de 15\$ par année, il démissionne à son tour en



Illustration 17 : Pli avec marque postale du bureau de poste de Bayard datée du 24 mars 1911, en plus d'une marque signifiant un courrier recommandé [Source : Ebay.ca]



Illustration 18 : Démonstration d'une happe-dépêches sur le point d'accrocher le sac de malle alors que le train effectue son passage [Source : Susan McLeod O'Reilly, À fond de train – Le service postal ferroviaire au Canada, Musée canadien des civilisations, 1992, p. 76]

1918 ou 1919 et va s'établir au village de L'Annonciation où il effectue un travail de journalier pendant quelques années avant de s'installer définitivement à Montréal, où il meurt en 1935.

C'est son beau-frère et voisin, Théophile Fortin qui prend la relève du bureau de poste. Il exerce également le métier de cultivateur, d'ailleurs il devient président du Cercle des agriculteurs de L'Annonciation. Bien considéré des habitants du canton de Marchand, il est élu maire de 1925 à 1930. En avril 1928, le décès de son épouse, Marie-Louise Fortin (née Fortin) âgée de 54 ans et 11 mois, fait la manchette du grand quotidien *La Presse*.

Lors d'une entrevue accordée en 1985, son fils Léon, alors âgé de 71 ans, nous raconte « qu'on avait la malle 3 fois par semaine, le mardi, le jeudi pis le samedi, rien que quand le train descendait de Mont-Laurier à 2h15 de l'après-midi. On préparait le sac, pis on avait un poteau là (appelée happe-dépêches ou *catchpost*), à la *crossing* de la route, de l'ancienne route 11, c'était avec des bras. En levant le bras d'en bas, ça baissait le bras d'en haut, pis là y avait 2 crochets mobiles où on accrochait notre sac. Là, j'attendais que le train passe. Quand l'express arrivait là, il rouvrait la porte de l'express

(wagon postal), il levait le bras et poignait le sac de malle en passant à toute vitesse. Pis l'autre, il garrochait le sac de malle à distribuer en bas de l'express. Pis nous autres, on le ramassait pis on s'en allait au bureau de poste de Bayard où le monde venait chercher leur malle à la maison » (Illustration 18)

Le bureau de poste ferme le 30 septembre 1936, au cœur de la grande crise économique. Il rouvre cependant le 11 janvier 1937 pour fermer définitivement le 30 janvier 1941. Faut-il mentionner que le rang connaît un exode de sa population depuis les années 1910. Les terres de roches n'ont pu contenir les familles qui tentaient de survivre de l'agriculture. Ce sera comme ça dans tout le canton, si bien que l'espace agricole disparaît du paysage au cours des décennies suivant la Seconde Guerre mondiale.

Lac Castor

Situé à 5,6 km au sud-ouest du village de L'Annonciation, sur la ligne séparant les rangs 3 et 4 du canton de Marchand, le secteur sis au nord du lac Castor voit apparaître ses premiers colons au début des années 1890. En 1900, à l'embouchure du lac, un petit entrepreneur dénommé Henri Ladouceur y fait construire un moulin à scie et va acquérir des lots en bordure



Illustration 19 : Épreuve de la marque postale du bureau de poste de Lac Castor datée du 9 novembre 1909 [Source : J. Paul Hugues, Proof Strikes of Canada, Vol. 3 : Split Circle Proof Strikes of Quebec, Robert A. Lee Philatelist Ltd., 1989, p. 44]

du lac sur lesquels il extrait le bois pour alimenter son moulin. Il vit sur place avec son associé Alphonse Dubreuil. En 1911, il héberge chez lui huit employés. Avec ses voisins agriculteurs, on peut supposer que la venue d'un bureau de poste au lac Castor permettrait de favoriser les affaires. Ainsi, à compter du 1^{er} novembre 1909, Henri Ladouceur devient le maître de poste du nouveau bureau du Lac Castor. Le contrat de malle entre L'Annonciation et Lac Castor est alloué à Hormidas Vallée qui effectue trois cueillettes par semaine. Celui-ci reçoit 90\$ par année pour ce transport. À compter de 1914, le contrat de malle passe aux mains de l'hôtelier Eugène Danis. Le bureau de poste fait ses frais, soit environ 45\$ en revenu annuel, si bien que Ladouceur reçoit un salaire de 35\$ par année. Ce dernier meurt le 23 octobre 1914 et la propriété revient à Frédéric Dubreuil, le fils de son associé.

Il faut attendre un an avant la nomination du nouveau maître de poste, Narcisse Legault, qui entre en fonction le 6 octobre 1915. Celui-ci démissionne neuf mois plus tard, le 14 juin 1916.

Le sort du petit hameau de Lac Castor change à partir du 14 août 1915 lorsque l'homme d'affaires de Ville Saint-Laurent, Hormidas-Eusèbe Trudeau acquiert pour 100\$ le lot 22 du rang 4 des mains du mécanicien Frédéric Dubreuil. Il y aménage un moulin à scie d'envergure et fait l'acquisition de 15 lots dans le canton, en plus de détenir les droits de coupe sur un lot du rang 1 et sur 12 lots dans le canton de La Minerve. Tous ces acres de forêts permettront d'alimenter le moulin pour plusieurs années.

Il n'est donc pas surprenant que l'industriel Trudeau veuille conserver un bureau de poste voisin de son entreprise. Il devient donc le maître de poste de Lac Castor à compter du 5 août 1916. Le salaire de 50\$ versé par le ministère des Postes n'est pas grand-chose à comparer des 5 000\$ de revenu annuel déclaré en 1921! La tâche de maître de poste sert donc davantage ses intérêts d'entrepreneur.

Les biens immobiliers de Trudeau deviennent si considérables, que le 30 novembre 1918, il vend ceux-ci à l'entreprise H.E. Trudeau Limitée, de Montréal, le tout pour 20 000\$. En d'autres mots, il cède ses actifs à la compagnie qu'il dirige. L'entreprise de Trudeau attire



Illustration 20 : Des employés du moulin de H.E. Trudeau Limitée au Lac Castor [Source : Collection Richard Lagrange]

de nombreux employés; au recensement de 1921, 22 employés habitent sa « maison », 17 autres, dont son « *foreman* » Alcide Larocque, habitent une de ses propriétés occupées par la famille d'Onésime Lepage, et 4 autres habitent une de ses maisons chez le cuisinier Séverin Rochon. D'autres résidents du voisinage déclarent travailler comme journalier de la scierie. D'ailleurs, ceux-ci reçoivent un salaire annuel de 1 000\$, ce qui n'est pas si mal dans ce pays de colonisation. Le moulin est donc un gros employeur, près d'une quarantaine de personnes en dépendent. Voisin du moulin, on retrouve l'école de rang du Lac Castor et une petite épicerie. Bref, on y retrouve un petit hameau très actif.

Qui gère véritablement le bureau de poste? Ce n'est sûrement pas Monsieur Trudeau. La famille de l'industriel vit à Ville Saint-Laurent, en banlieue de Montréal et le siège social de l'entreprise est à Montréal. D'ailleurs, les actes notariés consultés confirment le tout. Bien qu'il passe un certain temps au Lac Castor, l'industriel avait sûrement un ou plusieurs commis d'affectés à cette tâche.

Mais le vent tourne! L'entreprise connaît des difficultés financières et cesse ses activités. Le maître de poste Trudeau remet sa démission au ministère des Postes le 25 août 1926. Les taxes municipales étant impayées, la municipalité du canton de Marchand ordonne la saisie des biens immobiliers de l'entreprise. La vente aux enchères, survenue le 20 décembre, fait en sorte que tous les biens sont repris par les créanciers de Trudeau, soit la Société d'administration générale (janvier 1927), une fiducie de la Banque Provinciale du Canada, qui demeure propriétaire du site jusqu'en 1954.

Le 20 janvier 1927, le ministère des Postes désigne Joseph Charbonneau comme maître de poste, mais celui-ci démissionne rapidement, le 25 mars 1927. C'est le cultivateur Patrick Pilon qui prend la relève et établit le bureau de poste dans sa nouvelle propriété, sur le lot 22 du rang 3, voisin de l'ancien moulin Trudeau.

La famille de Patrick Pilon était établie depuis plusieurs années sur une ferme non loin de là (lot 20 rang

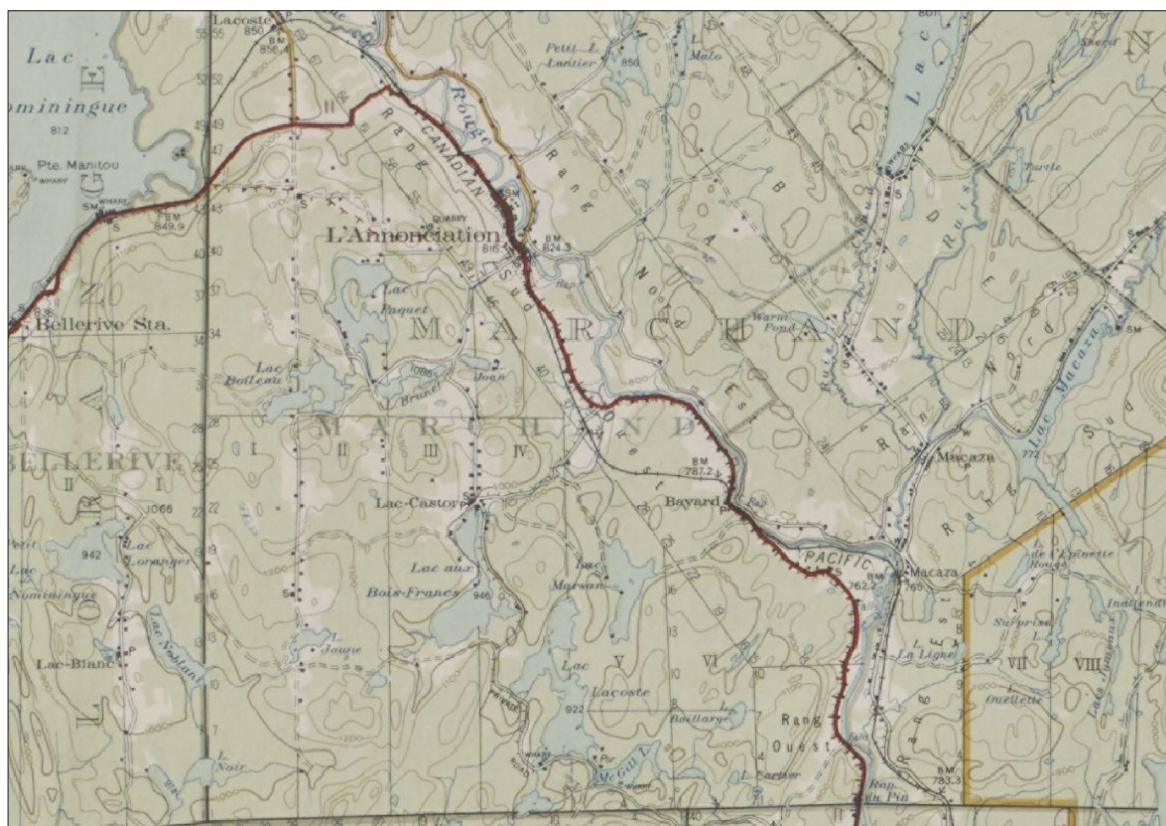


Illustration 21 : Extrait de la carte topographique 31J SE de 1936, présentant un portrait fidèle du canton de Marchand. Outre le village de L'Annonciation, on peut y observer la localisation des bureaux de poste ruraux de La Macaza, Bayard, Lac Castor et Lacoste. [Source : Department of Interior, carte topographique 31JSE, éd. 1936]

3) et avait acheté en 1925 la terre voisine du moulin. On peut supposer que c'est son épouse, Alexina Dubreuil, qui s'occupait davantage de la gestion du bureau de poste, aidée par un ou plusieurs des sept enfants de la famille. Les Pilon vont conserver cette fonction jusqu'à la démission de Patrick, le 21 avril 1947. Ce dernier prit alors sa retraite. D'ailleurs, un mois plus tôt, il vend sa ferme à son fils Jean-Louis. Celui-ci lui succède également comme maître de poste à compter du 18 juin 1947. Toutefois, pour une raison que l'on ignore, Jean-Louis vend sa ferme le 19 juillet suivant au cultivateur Lucien Gagné et remet à son tour sa démission au ministère, le 22 juillet. Le site du bureau de poste étant connu de tous, le ministère désigne, le 10 septembre suivant, Lucien Gagné comme maître de poste.

Mais le secteur change. Le moulin fermé depuis plusieurs années a eu un effet d'exode des habitants. La dizaine de cultivateurs vivant près du bureau, délaisse peu à peu l'agriculture au profit d'emplois en forêt, au village ou « en ville ». Bref, le bureau perd de son importance. M. Gagné et d'autres voisins vont toutefois commencer à vendre des terrains à des villégiateurs, permettant une certaine rentabilité l'été. D'ailleurs, à compter du 15 septembre 1951, le bureau ferme pour l'hiver. Dorénavant, il sera en activité seulement entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année. Mais le glas sonne pour de bon, le bureau ferme définitivement le 15 septembre 1956.

Racine Mills

Situé à 5 km au sud de L'Annonciation, non loin de la voie ferrée, le moulin de Damase Racine se dressait sur le lot 25B du rang 5, sur l'actuelle montée du Lac-Castor. D'abord, qui était ce Damase Racine? Il n'était pas résident du canton, mais bien marchand au village de Casselman, dans l'Est de l'Ontario. Ce village fut entièrement détruit par un incendie en 1897. C'est là qu'on réalise l'importance de disposer rapidement

de bois d'œuvre. Vers la fin de la décennie 1900, il met la main sur plusieurs lots des rangs 1 et 5. Son fils Eugène, fait de même en 1909. Ce serait à cette époque que s'amorcent les activités du moulin à scie de Damase Racine. La gérance du moulin est confiée Alphonse Duquette.

On devine que son propriétaire n'est pas souvent sur les lieux, car en plus d'être marchand à Casselman, il est député libéral provincial du comté de Russel. Il siège donc de 1905 à 1921 à l'Assemblée législative de l'Ontario, à Toronto. Ardent défenseur des Franco-Ontariens, il collabore à la fondation de l'Association canadienne-française de l'Ontario, en 1910.

Bien que ce moulin n'ait pas l'ampleur de celui d'H.E. Trudeau, sa taille est non négligeable. Malgré le fait que le moulin Racine ne soit qu'à 2,2 km du bureau de poste du Lac Castor, il y a fort à parier que Racine voyait plusieurs avantages à doter son complexe industriel d'un bureau de poste. Pourvu de sûrement quelques « contacts politiques » au sein du gouvernement Laurier, Racine obtient l'ouverture d'un bureau de poste à son moulin du canton de Marchand. Ouvert le 1^{er} septembre 1911, il est dirigé par Alexina Langevin, l'épouse du gérant du moulin, Alphonse Duquette. La famille Duquette habite une des maisons appartenant à Racine, sur le site du moulin; c'est possiblement là que devait se trouver le bureau de poste.

Le contrat de malle est d'abord accordé à Hormidas Vallée qui doit livrer le courrier, trois fois par semaine, entre la gare de L'Annonciation et le bureau de poste du Lac Castor, en passant par Racine Mills. Le 8 novembre 1912, le contrat passe aux mains de l'hôtelier Eugène Danis, qui reçoit 100\$ par année pour ses frais de transport. Pour sa part, le bureau de poste de *Racine Mills* est rentable; les revenus se chiffrent à 45\$ en 1912, 56\$ en 1914, et 96\$ en 1917. Si le salaire de la maîtresse de poste est plutôt modeste en 1912, avec 20,41\$, il se stabilise à 50\$ par année à compter de 1915.

En juillet 1919, un incendie majeur détruit tout le village de Casselman, hormis l'église, la banque et le magasin de Damase Racine. Peut-on croire qu'une partie importante de la production du moulin a été dirigée directement vers Casselman? Le rôle d'évaluation de 1920 confirme l'importance des biens de Damase Racine: outre le moulin, les maisons adjacentes qui hébergent la famille de son gérant, ainsi que 21



Illustration 22 : Épreuve de marque postale du bureau de poste de Racine Mills datée du 19 septembre 1911 [Source : J. Paul Hugues, Proof Strikes of Canada, Vol. 3 : Split Circle Proof Strikes of Quebec, Robert A. Lee Philatelist Ltd., 1989, p. 65]

personnes – probablement ses employés – il détient la majeure partie des lots du rang 5, de quoi fournir une bonne quantité de bois pour approvisionner le moulin. Avait-il un embranchement du chemin de fer qui menait directement au moulin? On ne trouve pas de trace de cela, mais c'est fort possible.

La mort emporte Damase Racine le 2 décembre 1921 à l'âge de 66 ans. Quel intérêt avait la succession pour le moulin? La situation n'était pas très enviable, car au début de l'année 1923, la municipalité du canton de Marchand émet un avis pour taxes impayées. L'entreprise était-elle en difficulté, ou même en faillite? Chose certaine, les affaires avaient cessé et le bureau de poste n'était plus justifié à cet endroit, obligeant madame Duquette à démissionner pour cause de fermeture du bureau, à compter du 31 octobre 1923.

Un autre avis de taxes impayées rejaillit de nouveau en janvier 1926. Cette fois, la municipalité entame les démarches pour saisir les biens immobiliers de l'ancien moulin. La succession Racine laisse aller le tout au profit de la municipalité du canton de Marchand. Le 27 septembre 1928, la maison et les dépendances des lots 24B et 25B du rang 5 sont acquises pour 324,07\$ par le mécanicien Alphonse Duquette, qui habite maintenant le



Illustration 23 : Sir Alexandre Lacoste (1842-1923) [Source : BAC]

canton de Loranger (Nominique). Ce dernier revend le tout la même journée au cultivateur René Demers. Il n'est plus question de la présence du moulin dans les actes de vente.

Lacoste

Dès l'ouverture du chemin de fer entre Labelle et Nominique, en 1904, une petite gare est aménagée à cet endroit, située à 7,7 km au nord de L'Annonciation. C'était ce que l'on appelait communément « un *flag stop* », c'est-à-dire une petite gare servant d'abri où il fallait lever un petit drapeau vert et blanc, signalant au conducteur du train qu'il devait arrêter pour prendre des passagers. Dans les faits, la gare desservait les habitants du nord du canton de Marchand, mais surtout ceux de Sainte-Véronique, dont le village se situe à 12 km au nord de la gare de Lacoste.

Le toponyme de Lacoste est attribué en l'honneur de sir Alexandre Lacoste (1842-1923), grand propriétaire



Illustration 24 : Épreuve de marque postale du bureau de poste de Lacoste datée du 6 octobre 1921 [Source : BAC, RG3, Cahier d'épreuves : livre 2, DE 1919 – JN 1923, p. 352]

foncier au sud du canton, mais également conseiller législatif (1882-1883), sénateur (1884-1891) et juge en chef de la Cour du banc de la reine.

En raison des nombreux chantiers forestiers se trouvant au nord de Lacoste, la petite gare va se transformer en un important centre de chargement du bois. On avance même qu'à une certaine époque, il fut le plus important entre Mont-Laurier et Sainte-Agathe. Le terrain de la gare présentait l'allure d'un vaste dépôt de billots, de bois de sciage et de pulpe. Y flairant la bonne affaire, le maire de Sainte-Véronique (février à juin 1920), Rodrigue Lachaine achète le 5 mai 1920 un emplacement près de la gare, sur le lot 71 du rang sud-ouest de la Rivière-Rouge. Un mois plus tard, il démissionne comme maire de Sainte-Véronique et vient s'établir à Lacoste où il exploite un magasin général.

Il était alors tout naturel de doter le petit centre



Illustration 25 : L'ancien magasin Lachaine et ex-bureau de poste de Lacoste, en 2020. Notez que l'édifice n'avait pas cette apparence à l'époque du marchand Lachaine. [Source : Claude Martel, 21 août 2020]

d'affaires d'un bureau de poste, ce qui se concrétise le 1^{er} octobre 1921. Le marchand Lachaine, alors âgé de 42 ans, prend le titre de maitre de poste, bien qu'il fût sûrement appuyé par son épouse, Claudia Brunet, et l'une de ses filles.

Le courrier était expédié par le train du Canadien Pacifique au moyen d'une happe-dépêches (*catchpost*) et reçu sur le quai de la gare au passage du train puis acheminé de l'autre côté de la route, au bureau de poste.

Outre le magasin et le bureau de poste, Lachaine offre une petite auberge (50 cents la nuit!). De plus, on retrouvait à Lacoste un garage, une boutique de forge, quelques charretiers, les clos de bois des frères Fex et sept à huit maisons. Le bureau desservait également une dizaine de familles des environs, la plupart étant des cultivateurs.

En 1930, Rodrigue Lachaine cède sa maison et une partie de ses biens à son gendre Joseph Pelletier, en retour celui-ci consent à l'héberger, lui et son épouse, jusqu'à leur mort. Toutefois, Rodrigue conserve les actifs du magasin et le bureau de poste pendant de nombreuses années. En 1940, le petit bureau qui était alors plutôt isolé, sur le chemin du 1^{er} rang du canton de

Marchand (aujourd'hui chemin Laliberté), voit son environnement totalement transformé avec la construction de la nouvelle route 11, dont le tracé vient aboutir dans le hameau de Lacoste. La route connaît un achalandage très important en devenant la grande route nationale entre Montréal, Mont-Laurier et Grand-Remous. Elle sera prolongée par la suite jusqu'en Abitibi. La nouvelle route 11 fut certes très bénéfique au petit commerce de Lachaine.

Âgé de 69 ans, il remet sa démission comme maitre de poste à compter du 24 avril 1948. Dès le 16 juin, c'est sa fille Marie-Rose (épouse de Joseph Pelletier) qui prend la barre du bureau de poste, une tâche qui lui était sûrement déjà très familière. Le 22 juillet suivant, elle est confirmée à titre de maitresse de poste. Le bureau cessera ses activités le 28 avril 1969. Le petit hameau n'était plus ce qu'il avait été. D'ailleurs, dans mon enfance, nous blaguions toujours en arrivant à Lacoste, en prononçant cette phrase « Lacoste, c'était Lacoste », car à 90 km/h, le temps de lire le nom du hameau sur le panneau du ministère de la Voirie, celui-ci était déjà traversé!

Lac-Cloche

Comme nous venons de le voir, l'année 1940 marque un tournant dans l'histoire du canton de Marchand avec l'ouverture de la nouvelle route 11. La route nationale est asphaltée jusqu'au village de L'Annonciation et, fait marquant pour l'époque, elle est maintenant déneigée, et donc carrossable à l'année. Le transport routier va considérablement augmenter au profit du train qui, en l'espace de deux décennies, va devenir marginal.

La fin des contraintes imposées par la guerre et la venue de la nouvelle route ouvre la voie au tourisme, mais surtout à la villégiature qui commence à s'établir en bordure des lacs de la région. En 1945, l'enseignant de 46 ans, d'origine suédoise, et citoyen de Westmount, Harry Tom Johansson, achète les terres 58 et 59 du rang B, lesquelles sont situées à la base du lac Lanthier, afin de s'en servir comme camp d'été pour sa famille. Bien d'autres montréalais feront comme lui, si bien que le nombre de villégiateurs grimpe rapidement. D'ailleurs, en 1949, les acteurs locaux vont mettre sur pied un syndicat touristique afin de promouvoir la beauté et les attraits des environs. On s'investit également dans l'amélioration des chemins et l'ensemencement de truites dans les lacs. Tous y trouvent leur profit, les commerçants vendent plus de nourriture, d'essence, de matériaux de construction, d'assurances et d'articles de sports, et les hôtels et les restaurants se remplissent. Comme bien d'autres propriétaires, Johansson fait bâtir des chalets sur sa terre. La plupart sont loués à la quinzaine pendant l'été.

Les environs du lac Lanthier deviennent le secteur le plus développé en villégiature dans le canton. Chez certaines familles, l'épouse et les enfants passent l'été au chalet tandis que le père rejoint les siens le week-end. Comme le lac Lanthier est assez isolé du village, étant situé à 6 km de celui-ci, il devenait judicieux de doter ce lieu de villégiature d'un bureau de poste, du moins pour la période estivale. Comme c'était déjà le cas dans bien des localités touristiques, le ministère des Postes avait l'habitude d'ouvrir des bureaux d'été entre le 15 juin et le 15 septembre. C'est dans ce contexte que s'ouvre le bureau de poste estival au lac Lanthier à compter du 1^{er} août 1950. Le bureau prend place chez son maître de poste, Harry Tom Johansson. Toutefois, on lui attribue le nom de Lac-Cloche. Pourquoi? Probablement afin d'éviter la confusion qui aurait pu se produire avec un autre bureau de poste, celui de Lanthier, près de Sainte-Agathe. Le lac Cloche est voisin du lac Lanthier, mais

au moment où s'ouvre le bureau de poste, il n'y pas encore de chalet de construit en bordure du lac Cloche. Ainsi, malgré son nom, ce bureau ne sera jamais situé en bordure du lac Cloche.

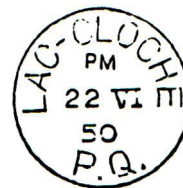


Illustration 26 : Épreuve de la marque postale du bureau de poste de Lac-Cloche datée du 22 juin 1950

[Source : J. Paul Hugues, Proof Strikes of Canada, Vol. 10 : Full Circle Proof Strikes of Quebec, Robert A. Lee Philatelist Ltd., 1991, p. 29]

Un relevé de 1955 nous indique la présence de 40 chalets en bordure du lac Lanthier, sans compter quelques familles permanentes et les villégiateurs du lac Malo

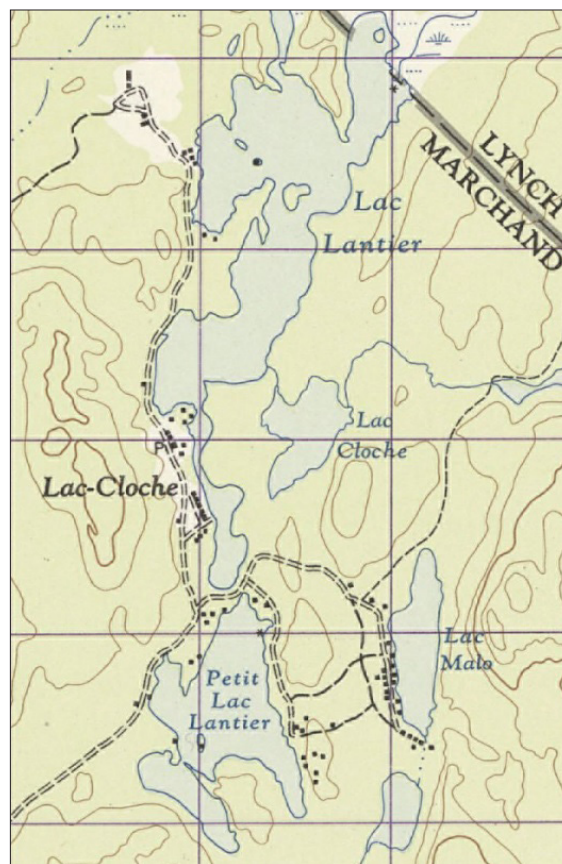


Illustration 27 : Extrait de la carte topographique 31 J 7W, édition 1956, montrant l'emplacement du bureau de poste estival de Lac-Cloche ainsi que le niveau de développement de la villégiature dans le secteur avoisinant [Source : Carte topographique 31 J 7W 1^{re} édition, ministère de la Défense nationale]

qui, ensemble, sont desservis par le bureau du Lac-Cloche. En 1953, les autorités postales réalisent que le site n'est vraiment occupé que pendant les mois de juillet et août et vont réduire la période d'ouverture du bureau de poste du 1^{er} juillet au 31 août. Cela devait sans aucun doute faire l'affaire de notre maître de poste qui enseigne de septembre à la fin juin!

À compter de 1959, M. Johansson morcelle sa terre et vend plusieurs terrains à des fins de villégiature. Malgré l'attraction croissante des lacs des Laurentides et l'augmentation significative des villégiateurs, la dépendance des services postaux ira en diminuant; la clientèle change progressivement, les villégiateurs fréquentent plus assidument leurs chalets, se déplacent en auto au gré des besoins, si bien que la pertinence des bureaux estivaux diminue. Au début de l'année 1965, le ministère des Postes évalue que la clientèle du bureau de poste du Lac-Cloche est insuffisante et décide de ne pas rouvrir pour la saison estivale. Dans ce contexte, le maître de poste remet sa démission le 19 mars 1965; la dernière marque postale avait été frappée le 31 août 1964. En 1971, Harry Tom Johansson, maintenant retraité dans le petit hameau de Aubrey, près de Saint-Chrysostome, va céder la propriété du lac Lanthier à ses quatre filles.

RCAF-ARC La Macaza / Ecowi

La fin de la Deuxième Guerre mondiale fit bientôt place à un autre conflit, plus ambigu celui-là. Le Canada, tout comme les États-Unis, va bientôt craindre une invasion militaire russe; c'est « la guerre froide ». Dans ce contexte d'appréhension, le gouvernement fédéral annonce, le 9 janvier 1959, la construction d'une base militaire sur le territoire de La Macaza, plus précisément au sud du lac Chaud. La nouvelle provoque une certaine opposition dans la communauté, craignant de subir les contrecoups de possibles attaques militaires des « communistes ». Néanmoins, devant la création de 75 emplois et d'importantes retombées économiques, l'opposition se résigna à vivre avec l'industrie de la guerre! Les travaux réalisés en 1960 apporteront un investissement considérable de 100 millions de dollars.

La nouvelle base militaire de La Macaza dispose de 28 rampes de lancement servant aux missiles de type CIM-10 Bomarc-B de l'armée américaine, et loge 300 militaires. On y retrouve également une aérogare de grande dimension (6000 pieds de long, sur 200 de large), permettant l'atterrissage des gros porteurs américains du *Strategic Air Command*. En 1963, le débat fait rage sur la possibilité de doter le Canada d'ogives nucléaires. Cela provoque quasiment la chute du gouvernement



Illustration 28 : Vue aérienne de la base militaire de La Macaza le 6 mai 1964 [Association des propriétaires du lac Chaud]



Illustration 29 : Voici à quoi ressemblaient les rampes de lancement des missiles Bomarc, telles que vues ici, en 1960, au New Jersey [Source : en. Wikipédia, onglet CIM-10 Bomarc]



Illustration 30 : Épreuve de la marque postale du bureau de poste de RCAF Station La Macaza datée du 12 février 1964 [Source : J. Paul Hughes, *Military Proof Strikes of Canada*, Vol. 26 : *Proof Strikes of Canada*, Robert A. Lee Philatelist, 1993, p. 17]

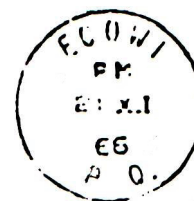


Illustration 31 : Épreuve de la marque postale du bureau de poste d'Ecowi datée du 21 novembre 1966 [Source : J. Paul Hughes, *Proof Strikes of Canada*, Vol. 10 : *Full Circle Proof Strikes of Quebec*, Robert A. Lee Philatelist Ltd., 1991, p. 18]

de Diefenbaker. Les libéraux nouvellement élus, contre l'idée à l'origine, vont changer de cap et approuver l'installation d'ogives nucléaires sur les missiles Bomarc. Le 15 septembre 1962, le 447^e escadron SAM prend place à La Macaza alors que les ogives sont livrées le 31 décembre 1963. Cette présence nucléaire va rapidement susciter de l'opposition et une manifestation est organisée par le Mouvement pour le désarmement nucléaire et la paix.

Les nombreux militaires établis à la base vont justifier la présence d'un bureau de poste. Le ministère des Postes leur en accorde un à compter du 21 janvier 1965. Le nouveau bureau prend le nom de RCAF Station La Macaza, RCAF étant l'acronyme de « *Royal Canadian Air Force* ». Mais dans la foulée des discussions découlant

de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Commission Laurendeau-Dunton), les organismes fédéraux vont rendre « bilingues » leurs institutions, si bien qu'après seulement trois mois d'existence, le bureau prend le nom de RACF-ARC La Macaza, dès le 21 avril 1965. Le bureau de poste prend place dans le centre récréatif de la base militaire et est géré par madame Jacqueline Chagnon. Le 11 novembre 1967, on change de nouveau le nom pour celui d'Ecowi.

Mais la technologie des missiles Bomarc devient désuète, si bien que la Défense nationale en conclut que ce système n'était plus viable pour assurer la sécurité du pays. Elle ordonne donc, en 1972, la fermeture de la base militaire et le retrait des missiles.

De leur côté, les Amérindiens du pays étaient en quête d'affirmer leur identité nationale et cherchaient à mieux maîtriser leur destin. C'est dans ce contexte qu'en 1973 s'ouvre le Collège Manitou à même les locaux de l'ancienne base militaire. C'est alors un projet inédit, on vise à former un centre d'étude supérieure dédié spécifiquement aux jeunes autochtones d'Amérique. Le bureau de poste est confié à la direction du collège, si bien qu'aucun nom de maître de poste ne figure au registre du ministère.

Le projet ambitieux souhaite rejoindre 1500 étudiants, mais seulement 200 sont au rendez-vous. Après seulement trois ans d'existence, le collège ferme ses portes. De graves difficultés financières et plusieurs autres problèmes de gestion, dont certaines imputables à l'absence de volonté politique du gouvernement fédéral, vont provoquer cet échec. Le bureau de poste d'Ecowi cesse ses activités le 3 février 1977. L'année suivante, le complexe devient un pénitencier fédéral à sécurité moyenne accueillant 240 détenus. Comme tous les milieux carcéraux, l'administration gère le courrier destiné au personnel et aux détenus sans l'entremise d'un bureau de poste.

En 2020!

Depuis 1977, on ne compte que deux bureaux de poste dans le canton de Marchand, soit un dans chacun des deux villages. Du côté de L'Annonciation, le ministère

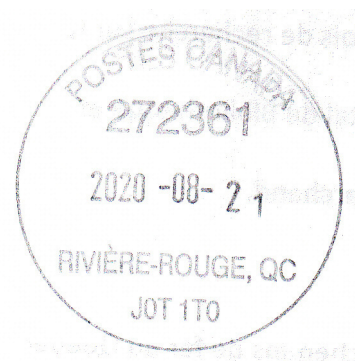


Illustration 33 : Marque postale du bureau de poste de Rivière-Rouge datée du 21 août 2020 [Source : Collection Claude Martel]

des Postes décide, en 1964, d'ériger un édifice gouvernemental pour y abriter le bureau de poste. C'est ainsi que « Sa Majesté la Reine » fait l'acquisition d'un terrain au montant de 11 000\$, des mains de Conrad Robidoux. L'édifice fut construit en 1965, un peu au sud de la gare de L'Annonciation. Il abrite toujours le bureau de poste, au 517, rue L'Annonciation Nord.

Pour sa part, le bureau de La Macaza demeure pendant de nombreuses années au magasin de Réjean Loyer. Le 14 avril 1967, Loyer est alors secrétaire du conseil de Fabrique et parvient à convaincre les autorités des diocèses de Mont-Laurier et d'Ottawa de céder une bande de terrain pour 3 000\$ afin d'y faire construire un bureau de



Illustration 32 : Bureau de poste de Rivière-Rouge situé au 517, rue L'Annonciation Nord, à Rivière-Rouge (L'Annonciation), J0T 1T0, le 21 août 2020 [Source : Claude Martel, 2020]



Illustration 34 : Bureau de poste de La Macaza situé au 68, rue des Pionniers, à La Macaza, J0T 1R0, le 21 août 2020 [Source : Claude Martel, 2020]

poste par le gouvernement fédéral. C'est pourquoi l'édifice occupe aujourd'hui le 68, rue des Pionniers (rue principale du village), au cœur du petit village de La Macaza.

Mis en place au milieu des années 1970, l'on attribue les codes postaux J0T 1T0 pour le bureau de poste de L'Annonciation, puis celui de J0T 1R0 pour celui de La Macaza. Notons que le préfixe « J0T » est attribué aux bureaux de poste du nord de la région des Laurentides.

Remerciements

La réalisation de cet article n'aura pas été possible sans la contribution de certaines personnes que nous tenons à remercier. D'abord, à notre collègue Ferdinand Bélanger qui a su réunir de nombreuses informations provenant des archives postales et de quelques sites Web relatifs à certains maîtres de poste. À mon ami, l'historien Richard Lagrange, qui m'a fait partager ses connaissances, ses recherches et ses contacts du canton de Marchand, sans compter les nombreuses références issues de son livre *Le Nord, mon père, voilà notre avenir... une histoire de L'Annonciation et de Canton Marchand*, publié en 1986. Un merci tout spécial à madame Justine Lacoste, descendante de Sir Alexandre Lacoste qui a effectué des recherches dans ses archives familiales afin de nous éclairer dans le dossier du bureau de poste du Chemin Chapleau.

Merci à Michel Sutterlin de nous avoir conduits, sur

sa terre, à l'emplacement de l'ancien moulin Racine. Merci à notre collègue Luc Legault qui nous a partagé un pli de sa grande collection. Merci également aux maîtres de poste Mélanie Paradis de L'Annonciation et Sylvie Bellerose de La Macaza qui nous ont fourni des détails sur la période contemporaine.

Sources

Bibliothèque et Archives Canada, *Fiches des bureaux et maîtres de poste sur le patrimoine postal* / <https://www.bac-lac.gc.ca/fra/decouvrez/patrimoine-postal-philatelie/bureaux-maitres-poste/Pages/bureaux-maitres-poste.aspx>

Bibliothèque et Archives Canada, Recensements de 1901, 1911 et 1921.

Institut de recherche sur l'histoire des chemins de fer au Québec, base de données.

Lagrange, Richard, *Le Nord, mon père, voilà notre avenir... une histoire de L'Annonciation et de Canton Marchand*, Village de L'Annonciation, 1986, 324 pages.

Laurin, Serge, *Histoire des Laurentides*, Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC), 1989, 892 pages.

Martel, Claude, Fonds de recherche de l'auteur sur l'histoire du canton de Marchand.

Registre du domaine de l'état pour le canton de Marchand.

Registre foncier en ligne pour le canton de Marchand.